

**DIRECTION GENERALE DES SERVICES/SERVICE ADMINISTRATION GENERALE/SECTEUR GUICHET
UNIQUE**

ARR2023_0072

ARRÊTÉ

**OBJET : CONCESSION DE TERRAIN DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL DE NOISIEL,
CONCESSION N° 324, CIMETIÈRE NOUVEAU, EMPLACEMENT N° 281**

Le Maire de la Commune de Noisiel,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2223-13 et suivants relatifs aux concessions funéraires,

VU la délibération du conseil municipal n° DEL2020_0064 en date du 24 mai 2020 déléguant au maire, en application de l'article L.2122-22 8° du Code Général des Collectivités Territoriales, la délivrance de concessions funéraires,

VU l'arrêté n° ARR2016_0133 en date du 24 juin 2016 établissant le règlement du cimetière communal,

VU la décision n° DEC2021_0203 en date du 17 décembre 2021 fixant les tarifs des concessions funéraires à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

VU la demande présentée par Mme Aude MARSALLON, 32 rue des Hortensias 33170 Gradignan et tendant à obtenir le renouvellement de la concession de terrain dans le cimetière communal,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé le renouvellement de la concession n° 324 Cimetière Nouveau d'une durée de 30 ans, à compter du 7 novembre 2022, de 2.00 m² superficiels.

ARTICLE 2 : Cette concession est accordée à titre de :

- renouvellement de la concession accordée le 7 novembre 2022 et expirant le 7 novembre 2052.

ARTICLE 3 : La concession est accordée moyennant la somme totale de : 746,00€, qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant la quittance n° 2023-10.

ARTICLE 4 : Ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne ;
 - Madame le Directeur général des services de la Ville de Noisiel ;
 - L'intéressée,
- chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

1/2



Suite de l'arrêté n° ARR2023_0072

Portant « Concession de terrain dans le cimetière communal de Noisiel, Concession n° 324, Cimetière nouveau, Emplacement n° 281 » (2)

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux (2) mois à compter de son caractère exécutoire. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyens, accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est rendu exécutoire à compter de la date de son affichage ou publication et de sa transmission au représentant de l'État.

Fait à Noisiel,

